
Note du président

Proposition de financement supplémentaire en faveur de la République du Malawi

Programme de transformation de l'agriculture par la diversification et l'entrepreneuriat (TRADE)

Référence du projet : 2000001600

Document : EB 2026/LOT/P.10 Date : 17

septembre 2026 Diffusion : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Mesure à prendre : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 36.

Questions techniques :

Bernadette Mukonyora

Directrice nationale
Division Afrique orientale et australe
e-mail : b.mukonyora@ifad.org

Rick Van Der Kamp

Spécialiste technique mondial en chef, Marchés et chaînes de valeur
Division Production, marchés et infrastructures e-mail : r.vanderkamp@ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description originale du programme	1
II. Justification du financement supplémentaire	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, résultats et activités	2
D. Coûts, avantages et financement	3
III. Gestion des risques	6
A. Risques et mesures d'atténuation	6
B. Catégorie environnementale et sociale	6
C. Classification des risques climatiques	6
IV. Mise en œuvre	6
A. Conformité aux politiques du FIDA	6
B. Cadre organisationnel	7
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	7
D. Modifications proposées à la convention de financement	8
V. Instruments juridiques et pouvoirs	8
VI. Recommandation	8

Annexes

- I. Cadre logique actualisé intégrant le financement supplémentaire
- II. Résumé actualisé de l'analyse économique et financière

Équipe chargée de la mise en œuvre du programme

Directrice régionale :	Sara Mbago-Bhunu
Directrice nationale :	Bernadette Mukonyora
Responsable technique :	Rick Van Der Kamp
Responsable financier :	Nande Enoch Ouattara
Spécialiste du climat et de l'environnement :	Marie-Ange Kigeme
Responsable juridique :	Diana Marti Weed

Résumé de l' de financement

Institution à l'origine de l'	xml-ph-0000@deepl.internal :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :		République du Malawi
Organisme d'exécution :		Ministère des Collectivités locales et du Développement rural
Coût total du programme :		155,1 millions de dollars des États-Unis
Montant initial du prêt du FIDA :		37,1 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) (équivalent à 51,1 millions de dollars des États-Unis)
Conditions du prêt initial du FIDA :		Très concessionnelles : durée de 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, avec des frais de service fixes
Montant de la subvention initiale accordée au titre du Cadre de viabilité de la dette (CVD) du FIDA :		13,7 millions de DTS (soit 18,9 millions de dollars américains)
Montant de la subvention supplémentaire au titre du DSF du FIDA :		27,9 millions de dollars américains
Cofinanciers :		Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) ; secteur privé
Montant du cofinancement :		Fonds de l'OPEP : 20,0 millions de dollars des États-Unis Secteur privé : 11,7 millions de dollars des États-Unis
Conditions du cofinancement :		Prêt
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire :		15,3 millions de dollars américains
Contribution supplémentaire n° 1 de l'emprunteur/du bénéficiaire :		1,9 million de dollars américains
Contribution des participants :		8,3 millions de dollars américains
Montant du financement climatique du FIDA :		14,8 millions de dollars américains
Institution partenaire :		FIDA

I. Contexte et description de l' du programme

A. Contexte

1. Le programme « Transformer l'agriculture grâce à la diversification et à l'entrepreneuriat »¹ (TRADE) a été approuvé en décembre 2019 et est entré en vigueur le 28 juillet 2020. Les dates d'achèvement et de clôture du programme sont fixées au 30 septembre respectivement le 2028 et le 31 mars 2029, à la suite d'une prolongation de deux ans approuvée en 2025. Le programme TRADE est financé par un investissement du FIDA de 70,0 millions de dollars américains, composé d'un prêt à des conditions très concessionnelles de 51,1 millions de dollars des États-Unis et d'une subvention du Fonds de soutien au développement (DSF) de 18,9 millions de dollars des États-Unis, ainsi que d'un prêt du Fonds de l'OPEP de 20,0 millions de dollars des États-Unis et de contributions du gouvernement et des participants.
2. Le présent mémorandum vise à obtenir l'approbation de la demande du gouvernement du Malawi concernant un financement supplémentaire de 27,851 millions de dollars des États-Unis pour le programme TRADE, au titre de la treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA 13). L'objectif principal de ce financement supplémentaire est de préserver et de mener à bien des investissements essentiels dans les infrastructures de marché dans le cadre de la composante 2 — environnement propice à la commercialisation des produits des petits exploitants — qui ont été affectés par d'importants chocs macroéconomiques et les hausses de coûts survenant au cours de la mise en œuvre. Plus précisément, ce financement supplémentaire permettra de combler le déficit de financement résultant de la hausse des coûts du carburant, des transports, des matériaux de construction et des intrants des entrepreneurs, garantissant ainsi l'achèvement des routes, des entrepôts, des pôles de croissance ruraux et d'autres infrastructures stratégiques déjà prévues dans le cadre du programme.
3. Le reste des ressources financières supplémentaires sera utilisé pour réhabiliter 250 km supplémentaires de routes d'accès rurales afin d'améliorer la connectivité aux marchés et de optimiser la valorisation des investissements existants. Compte tenu de l'ampleur des travaux restants et de la nécessité d'assurer l'achèvement, la mise en service et l'utilisation des infrastructures, y compris la période de garantie contre les vices cachés, le montage financier supplémentaire comprend également une demande de report des dates d'achèvement et de clôture du programme au 30 septembre 2030 et au 31 mars 2031, respectivement.

B. Description de l' initiale du programme

4. Le programme TRADE a pour but d'améliorer les moyens de subsistance durables des populations rurales au Malawi. L'objectif de développement est de renforcer la commercialisation des chaînes de valeur ainsi que la résilience des populations rurales pauvres et des petits producteurs. Le programme
À l'origine, le programme visait environ 300 000 foyers, un chiffre qui a été révisé à 488 643 lors de l'évaluation à mi-parcours (EMP). Le programme est mis en œuvre dans 11 districts et se concentre sur sept chaînes de valeur prioritaires : l'arachide, le soja, tournesol, pommes de terre, produits laitiers, viande bovine et miel.

II. Justification du financement supplémentaire de l'

A. Justification

5. Le financement supplémentaire proposé constitue une réponse stratégique aux chocs macroéconomiques affectant la mise en œuvre des infrastructures au Malawi et vise à préserver les acquis en matière de développement déjà obtenus dans le cadre du programme TRADE. Environ 85 % du financement supplémentaire serviront à préserver et à achever le portefeuille d'infrastructures initialement approuvé et affecté par des chocs macroéconomiques exogènes, tandis que les ressources restantes financeront la réhabilitation de 250 km de routes d'accès rurales afin de maximiser les avantages liés à la commercialisation et d'améliorer la connectivité aux marchés.
6. Les chocs macroéconomiques récents, notamment la hausse des prix des carburants liée à la crise au Moyen-Orient, la montée de l'inflation, les pénuries de devises étrangères et la flambée des prix des matériaux de construction importés, ont considérablement alourdi le coût de la mise en œuvre

¹ [EB 2019/128/R.25/Rev.1.](#)

investissements dans les infrastructures. En conséquence, la valeur réelle des dotations existantes s'est érodée, ce qui a entraîné une hausse des devis des entrepreneurs et des déficits de financement concernant les routes, les marchés, les entrepôts et les marchés ruraux. Sans financement supplémentaire, le programme risque de devoir faire face à des révisions de contrats, à des réductions de périmètre et à des retards dans l'achèvement des infrastructures déjà en cours de construction, ce qui entraînerait des actifs immobilisés et compromettrait le retour sur les investissements antérieurs dans l'organisation des agriculteurs et le

7. Le programme « COMMERCE » reste un programme sans risque et a affiché une forte reprise de ses performances de mise en œuvre depuis l'examen à mi-parcours de juin 2025. Fonds combinés du FIDA
- Au 11 juin 2026, les décaissements atteignaient 73 %, avec un indice de décaissement en cours de 4, contre 26 % du total des fonds du programme décaissés lors de l'examen à mi-parcours. Cette amélioration reflète la mise en œuvre d'une stratégie d'accélération opérationnelle et un solide portefeuille de marchés d'infrastructures. Le financement supplémentaire proposé tirera donc parti de cette trajectoire positive, permettant au programme de mener à bien des investissements essentiels dans les infrastructures et de consolider les progrès déjà réalisés en matière de commercialisation.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

8. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le programme a été validé comme :

- ☒ Intégrant le financement climatique
- ☒ Favorisant la transformation en matière d'égalité des sexes
- ☒ sensible à la nutrition
- ☒ sensible aux besoins des jeunes

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles d'

9. **Zones géographiques d'intervention.** Le programme TRADE continuera de couvrir 11 districts et sept produits (arachides, soja, tournesol, pommes de terre, produits laitiers, viande bovine et miel).
10. **Ciblage et groupes cibles.** Grâce à un financement supplémentaire, le programme TRADE devrait toucher quelque 594 654 foyers (2,62 millions de personnes), dont 92 920 participeront directement au programme et 501 734 bénéficieront indirectement de l'accès aux routes, aux infrastructures de marché et aux opportunités d'emploi. TRADE continuera de se concentrer sur les ménages ruraux ayant le potentiel d'améliorer leur participation à la commercialisation de certains produits de base et de sortir de la pauvreté. L'objectif du programme TRADE sera d'au moins 55 % de femmes et 50 % de jeunes. La stratégie de ciblage de TRADE se concentre sur les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel.

C. Composantes, résultats et activités d'

11. Les composantes du programme TRADE restent inchangées. Le programme comporte trois composantes :
- (i) **Volet 1 – Partenariats durables entre producteurs et secteur privé.** L'objectif est d'aider les petits exploitants agricoles regroupés au sein d'organisations ou de groupements de producteurs à améliorer leur productivité et leurs liens avec les marchés, dans le cadre de partenariats avec des petites et moyennes entreprises, sous la forme de partenariats public-privé-producteur (4P) ou de partenariats similaires.
 - (ii) **Volet 2 – Environnement favorable à la commercialisation des produits des petits exploitants.** L'objectif est d'améliorer l'environnement favorable à l'agriculture commerciale, notamment en matière de politiques, de cadre réglementaire et de développement des infrastructures.
 - (iii) **Volet 3 – Appui institutionnel, gestion et coordination du programme.** L'objectif est de renforcer la capacité des petits exploitants agricoles

à s'engager dans des relations commerciales, en développant un écosystème de services et en mettant en place des dispositifs inclusifs et équitables.

D. Coûts, avantages et financement de l'

Coûts du programme

12. Grâce à ce financement supplémentaire, le coût total du programme, y compris les imprévus, les droits et les taxes, passera de 125,4 millions de dollars des États-Unis à 155,1 millions de dollars des États-Unis. Le financement supplémentaire proposé comprend 27,9 millions de dollars des États-Unis provenant du FIDA et 1,9 million de dollars de financement de contrepartie supplémentaire du gouvernement, destiné principalement à couvrir les taxes et les droits. Au total, la contribution du FIDA au programme TRADE passera à 97,9 millions de dollars américains, soit 63 % du financement total du projet, comprenant le prêt initial (51,1 millions de dollars américains), la subvention initiale (18,9 millions de dollars américains) et le financement supplémentaire. Le gouvernement du Malawi apportera une contribution de 17,2 millions de dollars américains (11 %), tandis que le prêt du Fonds de l'OPEP s'élèvera à 20,0 millions de dollars américains (13 %). Les contributions du secteur privé et des participants représenteront respectivement 8 % et 5 % du financement total.
13. La sous-composante 1.2 du programme est partiellement comptabilisée comme financement climatique. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi des financements destinés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce projet est estimé à 14,8 millions de dollars des États-Unis.

Tableau 1

Récapitulatif du financement initial et supplémentaire

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement supplémentaire</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	51 108	-	51 108
Subvention du FIDA	18 903	27 851	46 754
Fonds de l'OPEP	20 013	-	20 013
Participants	8 341	-	8 341
Emprunteur/bénéficiaire	15 329	1 894	17 223
Secteur privé	11 665	-	11 665
Total	125 359	29 745	155 104

* Voir le tableau 1 du document EB 2019/128/R.25/Rev.1 pour une ventilation détaillée.

Tableau 2

Financement supplémentaire : coûts du programme par composante (et sous-composante) et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars des États-Unis) – D'après les tableaux de coûts révisés

Composante/sous-composante	Financement					
	Subvention supplémentaire du FIDA					
	subvention		Emprunteur/bénéficiaire			Total
	Montant	%	En espèces	En nature	%	Montant
2. Environnement propice à la commercialisation des produits des petits exploitants						
2.1 Environnement favorable à l'agriculture commerciale	974	3		57	3	1 031
2.2 Infrastructures de soutien	26 418	95		1 837	97	28 255
3. Appui institutionnel, gestion et coordination des programmes						
3.1 Renforcement des capacités et gouvernance de la chaîne de valeur						
3.2 Gestion des programmes et gestion des connaissances	459	2				459
Total	27 851	100		1 894	100	29 745

Tableau 3

Financement supplémentaire : coûts du programme par catégorie de dépenses et par bailleur de fonds
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Subvention supplémentaire du FIDA		Emprunteur/bénéficiaire		Total
	Montant	%	Espèces	%	Montant
Coûts d'investissement					
1. Travaux	26 418	95	1 837	97	28 255
2. Services de conseil	974	3	57	3	1 031
Coûts d'investissement totaux	27 392		1 894		29 286
Coûts récurrents					
3. Coûts d'exploitation	459	2			459
Total des coûts récurrents	459		0		459
Total	27 851	100	1 894	100	29 745

14. Le financement du projet est principalement consacré aux travaux (95,0 %), suivis par les services de conseil (3,5 %) et les coûts d'exploitation (1,5 %), ce qui souligne l'importance des investissements en capital dans le cadre de ce projet.

Tableau 4

Financement supplémentaire : coûts du programme par composante et par année du projet (AP)
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Composante/sous-composante	AP7		AP8		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant
2. Environnement propice à la commercialisation des produits des petits exploitants					
2.1 Environnement favorable à l'agriculture commerciale	647	6	384	2	1 031
2.2 Infrastructures de soutien	9 711	92	18 544	97	28 255
3. Appui institutionnel, gestion et coordination des programmes					
3.1 Renforcement des capacités et gouvernance de la chaîne de valeur					
3.2 Gestion des programmes et gestion des connaissances	228	2	231	1	459
Total	10 586	100	19 159	100	29 745

15. Les dépenses du projet sont fortement concentrées sur la composante 2.2 – infrastructures de soutien (94,9 %), suivie de la composante 2.1 – environnement propice à l'agriculture commerciale (3,5 %) et de la composante 3.2 – et la gestion des connaissances (1,6 %), ce qui témoigne de l'importance accordée au développement des infrastructures.

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

16. La structure de financement, compte tenu du financement supplémentaire, comprendra 97,9 millions de dollars des États-Unis provenant du FIDA, soit 63 % du financement total du programme, 17,2 millions de dollars des États-Unis provenant du gouvernement du Malawi, soit 11 %, et 20,0 millions de dollars américains provenant du Fonds de l'OPEP, soit 13 %. Les contributions du secteur privé et des participants couvriront la part restante du financement du programme. Le financement supplémentaire sera entièrement assuré par une subvention du Fonds de soutien au développement (FSD) du FIDA, complétée par un financement de contrepartie du gouvernement de 1,9 million de dollars des États-Unis, destiné principalement à couvrir les impôts et les droits.

Décaissement

17. Les modalités de décaissement seront mises à jour afin d'inclure l'ouverture d'un compte dédié en dollars des États-Unis et en kwachas malawiens (MWK), ainsi que des comptes de prélèvement et d'exploitation, sous réserve des autorisations de plafond de crédit. Le financement du FIDA sera décaissé sur présentation de demandes de retrait dûment certifiées, conformément à la procédure de décaissement du FIDA.

18. Le financement de contrepartie, provenant des dotations budgétaires annuelles, sera débloqué en temps opportun pour financer la part des dépenses incombant au gouvernement, tant en espèces qu'au titre des taxes et droits.

Résumé des avantages et analyse économique

19. Grâce à ce financement supplémentaire, le coût par ménage participant est estimé à 261 dollars américains, contre 418 dollars américains par ménage lors de l'examen à mi-parcours. Cette réduction reflète le nombre plus élevé de participants touchés grâce aux investissements dans les infrastructures de marché et aux retombées plus larges liées à l'amélioration de l'accès aux marchés et de la connectivité. Les analyses financières réalisées pour les confirmer leur viabilité et leur rentabilité pour les participants. Tous les modèles représentatifs ont généré des valeurs actuelles nettes positives sur une période de 20 ans, avec un taux d'actualisation de 25,1 %, tandis que les rapports coûts-avantages dépassaient 1, ce qui indique que les bénéfices attendus l'emportent sur les coûts supportés par les petits exploitants agricoles.
20. Une analyse économique a été réalisée pour évaluer l'impact global de la programme consacré à l'économie du Malawi. Le taux de rendement interne économique (TRIE) est estimé à 29,5 %, ce qui reflète les avantages économiques liés à la réalisation du portefeuille d'infrastructures initial et au financement de routes d'accès rurales supplémentaires qui améliorent les résultats en matière de commercialisation. L'analyse a abouti à une valeur actuelle nette économique (VANE) positive de 65,67 milliards de MWK (soit l'équivalent de 39,76 millions de dollars américains). La VANE étant positive et le TRI dépassant le , le programme reste économiquement viable et constitue un investissement solide. L'analyse de sensibilité indique que le programme résiste aux des variations plausibles des coûts et des avantages, et que les retards initiaux de mise en œuvre n'affectent pas de manière significative les rendements attendus, à condition que le financement supplémentaire soit obtenu pour mener à bien les investissements dans les infrastructures essentielles.

Stratégie de sortie et pérennité

21. La stratégie de sortie du programme TRADE est intégrée dans sa conception initiale et vise à le renforcement des systèmes de marché, des institutions et des partenariats qui perdureront au-delà de l'achèvement du programme. La pérennité sera assurée par des partenariats commercialement viables entre les producteurs et le secteur privé, des plateformes de produits de base au niveau des districts et le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux national et de district. Les investissements dans les infrastructures rurales et agricoles, notamment les routes, les entrepôts et les , permettront de créer des biens publics durables qui réduiront les coûts de transaction, amélioreront l'accès aux marchés et continueront à soutenir la commercialisation bien après la . Associées à des mesures de résilience climatique et à un environnement politique favorable, ces interventions constituent une base solide pour pérenniser les bénéfices du programme et préserver les investissements à long terme.

III. des risques et gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

Tableau 5

<i>Catégorie de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Faible
Macroéconomique	Important	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Important	Modéré
Portée du programme	Modéré	Faible
Capacité institutionnelle en matière de mise en œuvre et de pérennité	Importante	Modérée
Dispositifs de suivi et d'évaluation	Modérée	Faible
Gestion financière du projet	Importante	Importante
Marchés publics liés aux projets	Importante	Importante
Impact environnemental, social et climatique	Modérée	Faible
Parties prenantes	Importante	Modérée
Risque global du programme	Importante	Modérée

B. Catégorie d'impacts environnementales et sociales

22. TRADE reste pleinement conforme aux exigences applicables des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP), sans aucune révision du cadre de sauvegarde actuel n'est pas envisagée dans le cadre du financement supplémentaire proposé. Ce financement supplémentaire renforce les interventions en cours dans le périmètre et les districts du programme initial et n'introduit pas de nouvelles activités ou de nouveaux types d'investissement susceptibles de modifier le profil de risque environnemental, social et climatique du projet ou de déclencher l'application des exigences SECAP 2021. Le cadre existant de gestion environnementale, et climatiques, ainsi que les évaluations d'impact environnemental et social spécifiques à chaque site et les mesures environnementales et sociales
- Les plans de gestion (ESMP), lorsqu'ils sont requis, restent adaptés à leur objectif. Le projet de réhabilitation de 250 km supplémentaires de routes d'accès rurales implique des travaux de même type et de la même ampleur que ceux déjà évalués dans le cadre du projet TRADE et n'implique pas de nouveaux tracés, d'expropriations importantes ni de réinstallations. Par conséquent, la classification initiale du SECAP reste inchangée, des plans de gestion environnementale spécifiques à chaque site devant être élaborés pour chaque tronçon routier avant le début des travaux.

C. Classification des risques climatiques selon l'

23. La catégorie de risque climatique « substantiel » attribuée au projet TRADE **reste inchangée** dans le cadre du financement supplémentaire proposé. Le Malawi reste très vulnérable à la hausse des températures, aux précipitations irrégulières, aux périodes de sécheresse prolongées et aux phénomènes météorologiques extrêmes qui menacent la productivité agricole et les infrastructures rurales. L'examen SECAP existant et l'analyse des risques climatiques restent valables, et les dispositions actuelles en matière de sauvegardes continueront de guider la mise en œuvre. La conception d'infrastructures résilientes au changement climatique et la surveillance environnementale seront maintenues afin de préserver les investissements et les résultats du programme.

IV. Mise en œuvre

A. Respect des politiques d' du FIDA

24. Le financement supplémentaire sera mis en œuvre par le biais des dispositifs institutionnels existants de TRADE, qui restent pertinents et continuent de fonctionner en totale conformité avec les politiques, les lignes directrices et les procédures du FIDA.

B. Cadre d'organisationnel

Gestion et coordination

25. Les modalités de mise en œuvre initiales restent pertinentes et inchangées dans le cadre de ce financement supplémentaire. Le ministère des Collectivités locales et du Développement rural continuera d'assumer le rôle d'organisme d'exécution principal, assurant la supervision par l'intermédiaire du comité de pilotage multipartite du programme. La mise en œuvre et la coordination au quotidien resteront sous la responsabilité de l'unité de gestion du programme (UGP), dirigée par le coordinateur national du programme, à qui sont délégués les pouvoirs en matière de gestion financière, des marchés publics et de la supervision technique. Les conseils de district continueront de jouer un rôle clé dans la mise en œuvre afin de garantir l'appropriation locale et la pérennité des investissements du programme.

Gestion financière, marchés publics et gouvernance

26. Les dispositions initiales en matière de gestion financière, de passation des marchés et de gouvernance restent pertinentes et adaptées à l'objectif visé dans le cadre de ce financement supplémentaire. Le ministère des Collectivités locales et du Développement rural, avec le soutien de l'unité de gestion du programme (UGP), continuera à superviser la mise en œuvre à l'aide de systèmes et de procédures établis, conformes aux normes du FIDA. Les activités du programme seront mises en œuvre dans le cadre de plans de travail et de budgets annuels (AWPB) approuvés, assortis de contrôles internes rigoureux, d'une comptabilité numérique et de rapports financiers réguliers . Des audits internes et externes continueront de fournir une assurance quant à l'utilisation des ressources du programme. Les marchés publics seront passés conformément aux procédures gouvernementales, en conformité avec les exigences du FIDA, grâce à et de mécanismes renforcés de gestion des contrats afin de garantir la réalisation rapide et efficace des investissements dans les infrastructures.
27. **Compte dédié et flux de fonds.** Un nouveau compte dédié sera ouvert pour le financement supplémentaire. Les fonds provenant de ce financement supplémentaire seront acheminés via ce nouveau compte dédié auprès de la Banque centrale du Malawi, avec le plafond autorisé afin de tenir compte de l'allocation de financement supplémentaire.
28. **Comptabilité et rapports.** La comptabilité continuera d'être tenue selon la méthode de la comptabilité de caisse à l'aide du logiciel comptable Sage. Afin d'éviter tout mélange des instruments de financement, l'Unité de gestion du projet (UGP) configurera des codes de fonds et des centres de coûts dédiés dans le logiciel de comptabilité (Sage) pour le financement supplémentaire avant le premier prélèvement et soumettra des demandes de prélèvement distinctes par instrument. Les rapports financiers intermédiaires présenteront les dépenses séparément par source de financement.
29. **Budgétisation.** Le plan budgétaire annuel (AWPB) sera révisé afin d'y intégrer les activités financées au titre du financement supplémentaire. Cela facilitera également la préparation des prévisions de trésorerie. Le comité de pilotage du projet continuera d'approuver les AWPB et les rapports de programme et fournira des orientations politiques et stratégiques générales au niveau national.
30. **Audit.** Les audits externes annuels se poursuivront conformément à la section 9.03 des Conditions générales, leur périmètre étant étendu pour couvrir les dépenses liées au financement supplémentaire à compter de la première année de mise en œuvre de ce dernier.

C. Suivi et évaluation (S&E), apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

31. Les dispositions initiales en matière de planification, de S&E, d'apprentissage et de communication restent pertinentes et adaptées à l'objectif visé dans le cadre du financement supplémentaire. La mise en œuvre du programme continuera d'être guidée par des budgets annuels par activité (AWPB) axés sur les résultats, alignés sur les cycles de planification du gouvernement et élaborés au moyen de processus participatifs impliquant les conseils de district et les groupes de participants. L'unité de gestion du programme (PMU) conservera la responsabilité du S&E grâce au cadre de résultats et au système d'information de gestion existants, permettant un suivi en temps opportun des performances, la prise de décision et la mise en œuvre de mesures correctives. Des rapports réguliers, comprenant une ventilation par sexe et par âge, continueront à éclairer la mise en œuvre, l'apprentissage et la reddition de comptes, tandis que le

Le système d'information de gestion sera mis à jour si nécessaire afin de prendre en compte les investissements supplémentaires dans les infrastructures et leurs résultats en termes de commercialisation.

D. Modifications proposées à l'accord d' de financement

32. L'accord de financement initial sera modifié afin d'intégrer le financement supplémentaire proposé de 27,9 millions de dollars des États-Unis au titre de l'IFAD13, ce qui portera le coût total du programme à environ 155,1 millions de dollars des États-Unis, y compris les aléas liés aux prix et aux livraisons, les droits et taxes. Le financement supplémentaire sera fourni sous forme de subvention au titre du DSF, remplaçant les conditions de financement hautement concessionnelles applicables au financement initial, conformément au système d'allocation basé sur la performance du Malawi dans le cadre de l'IFAD13. L'amendement tiendra également compte de la prolongation des dates d'achèvement et de clôture du programme, respectivement fixées au 30 septembre 2030 et au 31 mars 2031.

V. Instruments juridiques et pouvoir d'

33. Un accord de financement entre la République du Malawi et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement supplémentaire.
34. La République du Malawi est habilitée, en vertu de sa législation, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

36. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver un financement supplémentaire conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds accorde à la République du Malawi une subvention au titre du Cadre de viabilité de la dette d'un montant de vingt-sept millions huit cent cinquante et un mille dollars des États-Unis (27 851 000 USD), selon des modalités et conditions qui soient pour l'essentiel conformes à celles présentées dans le présent document.

Lario Alvaro
Président

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Outreach	1 Persons reached by project-supported activities				Project records		PMU	Economic and political stability	
	Males – Males	0	107038	267594					
	Females – Females	0	130824	327060					
	Young - Young people	0	118931	297327					
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	237862	594654					
	Male - Percentage (%)	0	23	45					
	Female - Percentage (%)	0	28	55					
	Young - Percentage (%)	0	25	50					
	1.a Corresponding number of households reached				Project records, National statistics (for data on average household size)		PMU		
	Women-headed households - Households	0	47572	118931					
	Non-women-headed households - Households	0	190289	475723					
	Households - Households	0	237862	594654					
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project records, National statistics (for data on average household size)		PMU		
	Household members - Number of people	0	1046591	2616478					
	Project Goal Improved sustainable livelihoods of rural people in Malawi Development Objective Increased value chain commercialisation and resilience of rural poor and smallholder producers								
Average increase in production of targeted commodities				Baseline, mid & end line survey		PMU			
Increase - Percentage (%)		0	48					96.57	
Smallholder producers income level increase				Baseline, mid & end line survey		PMU			
Increase - Percentage (%)		0	40					79.88	
IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				COI survey		outsourced			
Total persons - Percentage (%)			13					25	
Total persons - Number of people			74332					148664	
Females - Percentage (%)			13					25	
Females - Females			40883					81765	
Males - Percentage (%)			13					25	
Males - Males			33450					66899	
Outcome 1. Smallholder producers increased access to market		Number of small holder producers with improved access to markets				Outcome surveys		PMU	Availability and interest of service providers with experience in VC and
		Females - Number	0	19878	39756				
		Young - Number	0	18071	36142				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
	No. small holders producers - Number	0	36142	72283				facilitating market linkages; Sufficient demand of the products for the selected VCs	
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)								
	Women (%) - Percentage (%)		25	50					
	Women (number) - Females		18071	36142					
	Households (%) - Percentage (%)		25	50					
	Households (number) - Households		18071	36142					
	Household members - Number of people		79513	159025					
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				COI survey		Outsourced		
	Household members - Number of people	0	161568	323136					
	Households - Percentage (%)	0	40	80					
	Households - Households	0	36720	73440					
Output	Number of formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Data from service providers/ Project records		PMU	Agribusinesses are willing to engage with smallholder farmers	
1.1 Win-win partnerships between smallholder producers and public and private entities supported	No. of agreements - Number	0	25	50					
	1.1.8 Persons provided with targeted support to improve their nutrition				Progress reports		PMU		
	Total persons participating - Number of people	0	36024	72047					
	Males - Males	0	16211	32421					
	Females - Females	0	19813	39626					
	Households - Households	0	36024	72047					
	Household members benefitted - Number of people	0	158504	317008					
	Young - Young people	0	18012	36024					
Output	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management				Data from service providers/ Project records		PMU		Smallholder farmers willingness to allocate time for training; Existence of FBOs
1.2 Strengthened business skills of smallholder producers to engage in commercial agriculture	Males - Males	0	20655	41310					
Females - Females	0	25245	50490						
Young - Young people	0	22950	45900						
Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people	0	45900	91800						
Output	2.1.3 Rural producers' organizations supported				Data from service providers/ Project records		PMU		
1.3 Strengthened FBOs skills for collective services and market linkages	Rural POs supported - Organizations	171	291	582					
Output	Number of people and FBOs linked/accessing financial services though FARMSE				Data from FARMSE		PMU and FARMSE PMU	Rural financial services access and usage improved through ACIF	
1.4 Smallholder producers' and FBOs access to financial services increased	People - Number	0	31000	62000					
FBOs - Percentage (%)	0	13	25						
Outcome	1.2.4 Households reporting an increase in production						PMU		

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
2. Smallholder producers' increased productivity and product quality	Households - Households	0	31150	62300	Data from service providers/ Project records			Smallholder farmers willingness to adopt technologies
Output 2.1 Strengthened production skills of smallholder producers to engage in commercial agriculture	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies				Data from service providers/ Project records		PMU	
	Men trained in crop - Males	0	10013	20025				
	Women trained in crop - Females	0	12238	24475				
	Young people trained in crop - Young people	0	11125	22250				
	Men trained in livestock - Males	0	10013	20025				
	Women trained in livestock - Females	0	12238	24475				
	Young people trained in livestock - Young people	0	11125	22250				
	Total persons trained in crop - Number of people	0	22250	44500				
	Total persons trained in livestock - Number of people	0	22250	44500				
Outcome 4. Smallholder producers' adoption of climate smart agriculture enhanced	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Outcome surveys		PMU	Programme is able to mainstream commercial Climate change resilience technologies, in part based on SAPP and PRIDE experiences
	Households - Percentage (%)		35	70				
Output 4.1 Increased knowledge and access to CSA technologies/practices	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				Project Data from service providers/ Project records		PMU	
	Total size of groups - Number of people	0	45900	91800				
	Groups supported - Groups	0	1807	3614				
	Males - Males	0	20655	41310				
	Females - Females	0	25245	50490				
	Young - Young people	0	22950	45900				
Outcome 5. Enabling environment improved for commercialisation of smallholder agriculture	Percentage of small holders producers reporting improved access to markets, processing and storage							
	Households - Percentage (%)	0	38	75				
	Percentage of SMEs reporting improved business environment				Thematic study		PMU	
	SMEs - Percentage (%)	0	0					
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				COI survey		PMU/Outsource d	
	Household members - Number of people	0	161040	322080				
	Households - Percentage (%)	0	40	80				
	Households - Households	0	36600	73200				
Output 5.1 Increased policy Influencing capacity and	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				Project records/Routine M&E activities		PMU	
	Number - Platforms	3	2	4				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
formal business arrangements								
Output	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Project records/Routine M&E activities		PMU	Delivery mechanisms available to ensure capacity of GoM to construct 1000 km of roads and the infrastructure
5.2 Infrastructure to support VCs development build/rehabilitated	Total number of facilities - Facilities	0	28	72				
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	34	72				
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Project records		PMU	
	Length of roads - Km	0	400	1250				
Outcome	Percentage of government officials and staff reporting increased ability in knowledge on VC development				Project records/Routine M&E activities		PMU	Local government and support organisations' commitment to sustain value chain development
6. Institutional performance and knowledge management is improved	Government officials and staff - Percentage (%)	0	150	300				
Output	Number of government officials and staff trained in value chain development				Project records/Routine M&E activities		PMU	
6.1 Strengthened institutional capacity and knowledge mgt. for VC development	No. of staff - Number	0	200	400				

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A

Financial cash flow models

F I N A N C I A L A N A L Y S I S	PRODUCTION										
	Models incremental income (MKW)							Infrastructure			
	Irish Potatoes	Beef	Dairy	Honey	Groundnuts	Soya beans	Sunflower	Markets	Warehouses	Roads	
	PY1	0	186,667	128,100	13,333	292,000	853,333	21,333	-5,383,556,184	-1,069,433,162	-1,851,650,909
	PY2	105,000	1,531,333	256,200	464,167	308,000	906,667	42,667	1,456,763,187	470,166,838	-2,553,753,626
	PY3	210,000	1,799,200	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	-12,135,501,139
	PY4	315,000	1,880,400	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	-1,649,930,239
	PY5	420,000	1,961,600	384,300	40,000	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	11,080,236,158
	PY6	420,000	1,961,600	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	34,137,362,726
	PY7	420,000	1,961,600	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	34,427,088,425
	PY8	420,000	1,961,600	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	42,256,216,774
	PY9	420,000	1,961,600	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	42,256,216,774
	PY10 - PY 20	420,000	1,961,600	384,300	477,500	324,000	960,000	64,000	1,467,654,987	524,166,838	42,256,216,774
	NPV (MKW)	962,413	5,916,622	1,227,055	1,291,686	1,240,387	3,661,961	204,349	297,339,378	756,253,800	42,916,481,084
	NPV (USD)	555.1	3,412.8	707.8	745.1	715.5	2,112.3	117.9	171,508.6	436,215.5	24,754,700.2
	B/C Ratio	1.0	1.3	1.2	2.0	1.2	1.2	1.6	1.0	1.6	2.0

Table B

Programme costs and logframe targets

PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME						
TOTAL PROJECT COSTS (US\$ '000)			155,103			
Beneficiaries	2,616,478 people	4.4	Households	594,654		
Cost per beneficiary	59 USD x person		261 US\$ x HH		Adoption rates	0%
Components and Cost (US\$ '000)						
Sustainable Producer-Private Partnerships				40,846	26.3%	
Enabling Environment for Smallholder Commercialization				95,705	61.7%	
Institutional Support and Programme Management and Coordination				18,308	11.8%	

Table C

Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES ¹					
F I N A N C I A L	Output		Price (in MKW)		Input Prices
	Irish potatoes	15,000	Irish potato/kg	1,600	Irish potato seed/kg
	Beef	1,200	Live animal/kg	10,000	Feed/kg
	Dairy	3,660	Milk/ltr	400	Concentrates/kg
	Honey	400	de Honey (0.5	1,900	Top bar hive/unit
	Groundnuts	1,200	Groundnuts/kg	2,300	Groundnut seeds/kg
	Soya beans	2,000	Soya beans	1,000	Soya bean seeds/kg
	Sunflower	1,600	Sunflower	800	Sunflowerseed/kg
E C O N O M I C	Official Exchange rate (OER)		1733.67	Discount rate (opportunity cost of capit	
	Shadow Exchange rate (SER)		1651.67	Social Discount rate	
	Standard Conversion Factor		0.95	Output conversion factor	
	Labour Conversion factor		0.94	Input Conversion factor	

¹ All prices expressed in Local Currency (MKW).

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

BENEFICIARIES, ADOPTION RATES AND PHASING										Adoption rate
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total	
Irish Pota	-	-	-	5,219	9,589	2,096	-	-	16,904	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	4,671	8,582	1,875	-	-	11,833	
Beef	-	-	-	6,407	11,771	2,572	-	-	20,750	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	5,734	10,535	2,302	-	-	18,571	
Dairy	-	-	-	6,251	11,484	2,510	-	-	20,244	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	5,594	10,278	2,246	-	-	18,118	
Honey	-	-	-	2,125	3,904	853	-	-	6,883	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	1,902	3,494	764	-	-	6,160	
Groundnu	-	-	-	3,438	6,316	1,380	-	-	11,134	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	3,077	5,653	1,235	-	-	9,965	
Soya bea	-	-	-	3,750	6,890	1,506	-	-	12,146	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	3,357	6,167	1,348	-	-	10,871	
Sunflower	-	-	-	1,500	2,756	602	-	-	4,859	89.5%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	1,343	2,467	539	-	-	4,348	
Warehouse	-	-	-	-	8,530	13,237	8,450	13,652	43,868	90.0%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	-	7,677	11,913	5,915	9,556	35,061	70.0%
Markets	-	-	-	-	26,237	40,713	25,989	41,989	134,927	90.0%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	-	23,613	36,642	18,192	29,392	107,839	70.0%
Roads	-	-	-	-	62,795	97,443	62,202	100,498	322,938	90.0%
<i>Adjusted (a)</i>	-	-	-	-	56,516	87,699	43,542	70,348	258,105	70.0%
Nr of Targeted HH Adopting HH									594,654	
									480,872	

Table E
Economic cash flow

E C O N O M I C A N A L Y S I S	NET INCREMENTAL BENEFITS (MWK '000)											Net Incremental costs	Cash Flow
	Irish Potatoes	Beef	Dairy	Honey	Groundnuts	Soya beans	Sunflower	Roads	Warehouses	Markets	Total Benefits		
PY1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2,477,455	-2,477,455
PY2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2,162,170	-2,162,170
PY3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4,538,490	-4,538,490
PY4	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	8,249,059	-8,249,059
PY5	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0	8,421,705	-8,421,705
PY6	0	1,228,269	274,114	9,701	343,659	122,869	24,554	-653,368	-17,511,057	-11,018,893	-27,180,153	7,835,970	-35,016,124
PY7	187,548	3,900,787	548,227	337,703	362,489	194,743	36,054	-3,432,855	-1,093,153	-2,550,572	-1,509,028	1,610,512	-3,119,540
PY8	375,095	3,900,787	822,341	347,403	381,320	266,618	47,554	-2,510,950	-1,756,447	-4,437,250	-2,563,528	1,397,007	-3,960,536
PY9	562,643	3,900,787	822,341	347,403	381,320	266,618	47,554	104,362	19,136,781	6,930,766	32,500,574	1,030,453	31,470,121
P10..PY20	750,191	3,900,787	822,341	29,102	381,320	266,618	47,554	9,814,771	19,854,020	6,948,849	42,815,553	1,030,453	41,785,100
NPV@ 15% ('000 MWK)											54,201,548		
NPV@ 15% ('000 USD)											32,816		
EIRR											29.5%		

Table F
Sensitivity analysis

SENSITIVITY ANALYSIS (SA)					
		Δ%	Link with the risk matrix	IRR	NPV (MWK)
Base scenario				29.5%	121,809,751,800
Project benefits	-10%	Combination of risks affecting output prices, yields and adoption rates		28.3%	106,858,733,404
Project benefits	-20%			27.0%	91,907,715,008
Project benefits	-50%			21.5%	47,054,659,821
Project costs	10%	Increase of labour costs and input non labour costs (i.e. feed formulation)		28.4%	119,039,708,584
Project costs	20%			27.4%	116,269,665,368
Project costs	50%			24.8%	107,959,535,721
1 year lag in ben.		Risks affecting adoption rates and low		26.5%	100,334,358,272
2 years lag in ben.				23.7%	80,738,860,274